



ARRETE n° 2025-69

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC Occupation de la voirie par échafaudage

Le Maire de Treilles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I - 8^e partie - signalisation temporaire ;

Vu la demande déposée par Monsieur LAC Robert, 20 place de l'Église – 11510 Treilles, relative à des travaux de réfection de façade ;

Vu la déclaration préalable d'urbanisme n° DP 0113982500004 concernant la parcelle B 1378 située Ancienne Rue du Château – Côté Nord retour ;

Considérant qu'en raison de cette opération, il est nécessaire de prolonger l'occupation du domaine public communal avec un échafaudage jusqu'au 15 décembre 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité publique et de réglementer la circulation ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur LAC Robert est autorisé à occuper le domaine public communal au droit de l'immeuble sis Ancienne Rue du Château – Côté Nord retour, pour la mise en place d'un échafaudage destiné aux travaux de réfection de façade.

Article 2 :

L'occupation du domaine public est prolongée jusqu'au 15 décembre 2025.

La voirie devra être libérée et remise en état dès l'achèvement des travaux.

Article 3 :

Toutes les mesures seront prises afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le bénéficiaire devra installer une signalisation et une protection conformes à la réglementation en vigueur (Livre I - 8^e partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière).

Article 4 :

Le demandeur devra :

- Veiller à ne pas détériorer ni salir les lieux ;
- Débarrasser immédiatement la voie publique de tous déchets, matériaux ou matériels encombrants ;
- Se conformer aux règles d'emploi et aux conditions de sécurité prévues par la réglementation en vigueur ;